

À la dérive de Debray et de Goldman

Notes pour un auto-portrait politique d'un intellectuel petit-bourgeois des années 60

Jacques Pelletier

Volume 18, Number 2 (104), March–April 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/30936ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Pelletier, J. (1976). À la dérive de Debray et de Goldman : notes pour un auto-portrait politique d'un intellectuel petit-bourgeois des années 60. *Liberté*, 18(2), 68–79.

Chroniques

A la dérive de Debray et de Goldman

*Notes pour un auto-portrait politique
d'un intellectuel petit-bourgeois
des années 60*

Certains livres, on le sait, ont cet immense pouvoir de transformer notre vision du monde et parfois même nos vies. Ces livres-là, on le sait aussi, sont très rares, la littérature ayant pour effet généralement de nous éloigner du réel plutôt que de nous en rapprocher. Ces livres-là, le plus souvent, n'appartiennent pas à la sphère de la littérature pure : pour certains, ce sera l'Évangile, pour d'autres les écrits des mystiques hindous, pour quelques-uns les livres de Lénine, de Mao ou du Che. D'autres, par ailleurs, sans transformer notre vision du monde et nos vies, nous touchent tout de même violemment dans la mesure où ce qu'ils nous racontent semble appartenir à notre propre existence sur laquelle ils projettent une lumière vive et parfois même cruelle. Ainsi en va-t-il des livres récents de Pierre Goldman et de Régis Debray⁽¹⁾, témoignages éloquentes et interrogations douloureuses

(1) Pierre Goldman, *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France*. Le Seuil, 1975, 285 pages (Coll. *Combats*) ; Régis Debray, *Les rendez-vous manqués*, Le Seuil, 157 pages (Coll. *Combats*).

sur l'échec de toute une génération — celle des petits-bourgeois venus au monde entre 1940 et 1944 — qui n'a pas su effectuer sa jonction avec l'Histoire. Or le récit de cet échec, c'est aussi, dans une certaine mesure, le récit de mon échec personnel et de celui de plusieurs de mes camarades, car la génération de Debray, c'est la nôtre. En marge, à la dérive de ces deux écrits — qui sont des cris — c'est l'esquisse de la trajectoire politique, militante, d'une génération, la mienne, que je commencerai à dresser rapidement ici, quitte à la compléter plus tard.

Le destin de Goldman, tout en ayant une valeur exemplaire, est cependant très particulier en ceci qu'en tant que Juif, il s'est senti très tôt, dès l'enfance, exclu, solitaire, hanté par la mort, obsédé par le destin tragique de sa race. C'est ce qui explique en partie, mais en partie seulement, son comportement durant les années 1960. Au début de cette décennie, à seize ans, il entre à l'Union des étudiants communistes dont il devient rapidement responsable du service d'ordre, organisation paramilitaire redoutable qui devait causer bien des ravages dans les rangs fascistes de l'Université à la fin de la guerre d'Algérie. Il accepte cette responsabilité par goût de l'action, mais cette pratique militante lui apparaît comme une gué-guerre par comparaison avec les engagements irréversibles et sanglants auxquels il rêve ; il confie dans son livre que son désir le plus profond était de « connaître une guerre extatique, d'y côtoyer la mort, d'en exorciser la frayeur, d'y éprouver un bonheur où la vie serait réchauffée, incendiée du contact avec le néant » (p. 35). En 1965 ou 1966, à Debray, avec qui il a pris contact, il écrit que sa jeunesse n'aura pas de sens, pas de poids réel tant qu'elle n'aura pas été éprouvée dans le feu véritable d'une action guerrière. Pour Debray, pour lui, dans l'Europe terne, enfoncée dans le confort des années 1960, l'espoir s'incarnera dans deux figures mythiques — qui seront aussi les nôtres, j'en parlerai tantôt — : Cuba et le Vietnam. Debray, dans son livre, raconte que lorsque la révolution cubaine apparut menacée par les Américains en 1962, de nombreux jeunes gens se présentèrent à l'ambassade cubaine de Paris pour s'engager comme volontaires, rêvant de former de nouvelles Brigades internationales sur

l'exemple des Brigades internationales durant la guerre civile espagnole — cette autre grande incarnation, avec la Résistance, du Mythe révolutionnaire — ; et Goldman ne cessera à partir de 1965 d'organiser son départ pour l'Amérique latine où il se retrouvera finalement en 1968-1969, y menant durant quatorze mois une vie de guérillero. Itinéraire qui sera, *mutatis mutandis*, celui de Debray.

Comment l'expliquer ? En un sens la réponse est assez simple lorsqu'on se reporte à la période du début des années 1960 en France. Que pouvait alors faire un jeune militant révolutionnaire ? Protester dans la rue contre les guerres coloniales, et notamment contre la guerre d'Algérie ? Ce n'était pas une action inutile, et il fallait la faire, mais ce faisant, on n'agissait pas vraiment sur l'histoire, celle qui s'écrit avec des balles et dans le sang, qui se faisait ailleurs pour l'essentiel. Une fois la guerre d'Algérie terminée, l'action révolutionnaire n'a plus de sens, du moins si on la conçoit comme un engagement total, irréversible et violent dans l'Histoire. D'où la tentation éprouvée par Debray et Goldman de se rendre sur les lieux chauds de l'activité révolutionnaire, en Amérique latine ou au Vietnam. Contrairement à d'autres qui se contentèrent de rêver — et ce fut le cas de plusieurs ici, j'y reviendrai — eux s'organisèrent pour réaliser leur désir. Avant de partir pour le Venezuela, Goldman traversa Mai 68 mais surtout comme spectateur, étranger à ce qui lui apparut comme une fête — farce grotesque, y respirant des « effluves obscènes » (p. 70). Pour rendre cette révolte irréversible, irrémédiable, il sent qu'il faudrait la rendre sanglante, « substituer au discours indécent qui suintait du quartier Latin la démonstration écarlate d'une solidarité authentique où serait scellée l'unité des étudiants et des travailleurs » (p. 71). Il projette une action armée, mais se fait considérer par les camarades qu'il veut entraîner avec lui comme une sorte de fou. Déçu, il retire sa participation et ne songe plus à nouveau qu'à partir pour l'Amérique latine. Il ira chercher ailleurs la révolution qu'il ne trouve pas dans son pays, comme il ne l'avait pas trouvée au moment du putsch des généraux à Alger au début des années 1960 — déception amère ressentie aussi alors par Debray : la guerre civile — ce

bain qui pourrait régénérer la nation — n'aurait pas lieu. Cette guerre civile, ils vont donc la quêter ailleurs, en sol étranger, faute de pouvoir l'accomplir chez eux. En Amérique latine, ils noueront des amitiés, des camaraderies, connaîtront la fraternité virile du danger, mais n'en reviendront pas moins déçus, les mouvements auxquels ils participeront ayant avorté et eux-mêmes n'ayant pas trouvé la pleine réalisation de leurs espoirs, dont celui de mourir au combat. Echec que Goldman exprime sobrement ainsi : « J'avais rêvé de mourir sur une plage chaude entre le soleil et la mer. J'étais vivant. J'avais rêvé de revenir tel un guerrier marqué d'ultimes et tragiques épreuves qui m'auraient définitivement coupé du monde des autres. Je n'avais pas guerroyé. » (p. 77). Ce sentiment d'échec, il tentera de s'en débarrasser — ou si l'on préfère, de le porter à l'extrême limite, ce qui revient au même — en menant, revenu en France, une existence de voyou, vivant de rapines. C'est alors qu'arrêté il sera accusé de meurtre et condamné à la prison à perpétuité, et que son « affaire » vraiment commence. Cet échec, Debray, dans son livre, entend montrer qu'il s'agit, au-delà du cas exemplaire de Goldman, de celui de toute une génération qui a manqué son rendez-vous avec l'Histoire.

Ici, je prendrai la parole pour montrer comment sur place, nous avons vécu une expérience au fond analogue mais dans un contexte, et donc dans des termes, différents.

Politiquement, je suis venu au monde dans les années 1955-1960, à l'âge donc de 12 à 16 ans. J'ai de vagues souvenirs de la dernière campagne duplessiste en 1956. Je me rappelle qu'on faisait courir la rumeur, dans les milieux où j'étais — la petite bourgeoisie de l'Académie de Québec, différente de celle des Jésuites en ce qu'elle était surtout une bourgeoisie d'affaires, dont je n'étais pas d'ailleurs, mon père étant alors un petit comptable dans l'administration de Duplessis, donc sous-payé et exploité — que les libéraux étaient financés par les communistes, ce qui suffit pour ma part à me les rendre sympathiques. Je ne participe pas à cette campagne électorale, mais je la suis de près. En 1957 ou 1958, je découvre *Cité libre*, qui était alors une revue révolutionnaire, qu'on lisait presque en cachette. J'y apprendis la théo-

rie libérale, la tolérance et de l'intérêt pour la classe ouvrière que les citélibristes défendaient dans la mesure où elle était surexploitée et misérable — plus tard, lorsque celle-ci deviendra plus forte, plus autonome, plus revendicative et combative, on sait qu'ils cesseront de défendre ses intérêts, ne l'aimant vraiment au fond que lorsqu'elle est opprimée et faible. En 1960, je suis la campagne électorale avec encore plus d'intérêt qu'en 1956. Je suis alors libéral à plein, j'admire Jean Lesage, je crois à la révolution tranquille, je pense vraiment, bien naïvement comme beaucoup d'autres, que les choses vont vraiment commencer à changer au pays du Québec. Cette foi me portera jusqu'en 1963, au moment où apparaîtra le R.I.N., où je deviendrai séparatiste, l'un des premiers à m'inscrire au parti dans la région de Québec.

Entre temps, j'ai commencé à militer dans une sphère plus étroite, celle des organisations étudiantes. En versification, je crois, je commence à écrire dans le journal du collège, *Opinions*. En philo I, j'en deviendrai le directeur. Je me souviens que nous frappions assez fort pour l'époque puisqu'à la suite de la parution d'un article d'un camarade, celui-ci était suspendu du collège pour trois semaines et on m'enlevait la direction du journal. Je ne demeure pas inactif pour autant : je travaille à la fois dans des organisations de mon A.G. (assemblée générale des étudiants du collège) et à la Presse Etudiante Nationale dont je serai, un temps, l'un des animateurs à Québec. On sait que la P.E.N. devait jouer un rôle-clef dans l'éducation syndicale et politique des étudiants et par suite dans la mise sur pied de l'U.G.E.Q., cette sorte de modèle réduit de l'U.N.E.F. Là, je connaîtrai des militants qui devaient demeurer tels par la suite — Louis Fournier, Louis Falardeau pour ne donner que quelques noms — et d'autres qui se laisseront happer plus tard par les appareils d'Etat : on en verra en Robert Tessier un modèle, un prototype particulièrement réussi.

Au collège, somme toute, nous ne pouvions avoir qu'une action fort restreinte. A l'Université, ce fut différent et mieux : nous commençons enfin à être considérés comme à peu près responsables de nos actes. Bien sûr certaines de nos actions étaient toujours perçues comme des débordements de jeu-

nesse, déversoirs nécessaires de notre exubérance naturelle de futurs chefs, mais nous commençons, malgré tout, puisque nous persévérons, à être pris au sérieux. En 1964-65, je suis rédacteur-en-chef du *Carabin*. L'équipe de rédaction, à quelques exceptions près, est de gauche. Nous nous déclarons indépendantistes, bien sûr, et socialistes. Notre modèle en socialisme : l'autogestion yougoslave, rien de moins. Celui qui à l'époque avait fait triompher cette ligne occupe aujourd'hui un poste stratégique dans l'appareil d'Etat. C'est dire que la théorie de la dépense juvénile de nos maîtres n'était au fond pas si bête : plusieurs, en tout cas, l'ont abondamment illustrée ces dernières années. Je ne les évoquerai pas ici : ce serait trop facile de me livrer à un joyeux jeu de massacre (qu'on songe seulement à Bernard Landry, président-fondateur de l'U.G.E.Q. devenu en octobre 1968 agent-négociateur de Cardinal : comme retournement, on a difficilement fait mieux, ce qui ne semble pas lui avoir nui : le voici haute gomme du P.Q. !). Nous étions peu nombreux à faire marcher *Le Carabin* : à cinq ou six, nous écrivions presque tous les textes, ce qui veut dire que nous y consacrons pas mal de temps. Quand je serai co-directeur l'année suivante, en 1965-1966, le journal deviendra bi-hebdomadaire et nous ne serons guère plus nombreux pour le produire. Nous y mettions donc beaucoup de temps et d'énergie mais nous étions bien payés de retour, l'amitié et la camaraderie étant des valeurs que nous estimions alors fondamentales. Je me souviens très bien des longues nuits passées à préparer la mise en page la veille des date-lines : fatigués, aux petites heures du matin, nous étions pris d'extraordinaires fou-rires ; c'est dans ces moments-là que nous avons sorti nos meilleures blagues à mettre en première page du journal, telle celle-ci que je n'oublierai jamais : Mgr Vachon est un grand ChRETIEN, qui avait déclenché tout un émoi dans les cercles dirigeants de l'Université. Comme nous travaillions beaucoup au *Carabin*, il restait forcément peu de temps pour les études. Mais cela ne nous manquait pas : les études ne nous passionnaient guère, et nous en faisons assez pour réussir, quitte à nous mettre vraiment au travail en troisième année — ce qui fut mon cas. Pour la plupart, nous étions étudiants en sociologie,

qui avait été pour nous plus un choix idéologique qu'un choix empirique, en vue d'une carrière. Étudier en sociologie, c'était d'une certaine manière militer, ou comme on dirait aujourd'hui, exercer une pratique théorique. Là-dessus, en réalité, nous étions assez naïfs. Car que se passait-il en sociologie à Laval durant ces années-là ? Dumont nous tenait un discours socio-philosophique qui nous séduisait intellectuellement, d'autant plus qu'il était administré avec brio, Dumont étant dans son genre un artiste. Mais ce qu'il nous racontait, c'était une sorte de discours poétique qui n'apportait pas grand chose à notre connaissance du social. Fortin, lui, représentait une autre tendance : idéologiquement marxisant, il semblait plus préoccupé par des recherches concrètes, les pieds mieux ancrés dans le ciment, comme aurait dit Louis O'Neil. Mais, à quelques exceptions près, tout cela finalement nous laissait assez froids. Et quitte à perdre notre temps, nous préférons que ce soit au *Carabin*, où nous ne le perdions pas vraiment. Pour la plupart, nous avons bien sûr perdu assez tôt nos illusions sur la sociologie, qui n'était pas en soi une science plus critique qu'une autre, et qui se prêtait autant que tout autre au bavardage universitaire. Les étudiants d'aujourd'hui ne semblent plus tellement cultiver de telles illusions : c'est à la fois tant mieux — ils ne seront pas déçus — et tant pis, puisqu'ils ne semblent guère portés par la foi, qui tout de même nous permettait d'agir, sinon sur ce terrain-là, du moins ailleurs.

En octobre 1963, *Parti-Pris* était fondé dans l'enthousiasme général, du moins de ma génération. Je n'ai pas participé à l'aventure. Je le regrette. Mais le centre était à Montréal. J'étais à Québec et j'étais jeune : dix-huit ans à l'époque, trop jeune encore pour pouvoir écrire des articles théoriques de la qualité de ceux alors produits par Chamberland, Maheu — qui donnent aujourd'hui dans les orientalleries, effectuant un parcours que je n'ai jamais compris — et Piotte —, un des rares à être demeurés fidèles à eux-mêmes, au moins en ceci que pour lui le politique prime toujours. Comme des centaines d'autres, j'attendais chaque numéro de la revue avec impatience et je le dévorais d'une couverture à l'autre. Cette aventure intellectuelle, à mon niveau, je l'ai vécue à un haut

niveau d'intensité ; rien depuis ne m'a procuré une sensation du même ordre (ni *Stratégie*, ni *Chroniques*, ni *Interventions* dont pourtant j'attends beaucoup). Dans le cadre des activités de la P.E.N. je me souviens avoir fait venir Maheu à Québec pour participer à un débat contradictoire l'opposant à deux ou trois personnes obscures dont j'ai oublié les noms. Mais nos relations en demeurèrent là. En 1965, le M.L.P., bras militant de la revue, était fondé. Un groupe se constitua à Québec. René Hardy, notamment, qui enseigne maintenant l'histoire à Trois-Rivières, en était. J'ai participé à certaines activités, entre autres à une manifestation assez vive et réussie devant chez « Coke » dont les employés étaient en grève. C'est durant les préparatifs précédant la manifestation que j'ai compris que le mouvement était noyauté : le plus actif, le plus dur de ses membres — un policier —, ayant fait son sale boulot d'indicateur, devait par la suite disparaître dans la nature. A partir de ce moment, nous apprîmes à devenir plus méfiants, convaincus que dans toutes les organisations de mouvement l'infiltration policière s'exerçait. Après quelques mois d'activité, le M.L.P. à Québec s'effondrait tandis qu'à Montréal il se sabordait au profit du P.S.Q. si je me souviens bien.

A l'époque, j'étais toujours membre du R.I.N. Durant ces années-là, le parti était plus un mouvement de masse qu'une véritable organisation politique, ne ressemblant en rien à ce qu'est le P.Q. aujourd'hui. On s'y préoccupait assez peu d'élections et d'électorisme. Les interventions s'effectuaient le plus souvent sur le mode des manifestations, pacifiques le plus souvent, plus violents parfois. J'ai toujours aimé les manifestations, la complicité qui s'établit entre ses participants, l'émotion qu'elles procurent, qui provient pour une large part du danger qu'elles comportent toujours — danger bien relatif bien sûr puisqu'on ne court guère le risque que de se faire casser la figure, ce qui n'est tout de même pas la fin du monde, mais enfin c'est suffisant pour vous donner un frisson pas du tout désagréable. Et dans les manifestations, pour ma part, j'ai toujours aimé faire partie du service d'ordre — parce qu'on est au premier rang, et que d'une certaine manière on a des responsabilités —. J'ai parti-

cipé à la plupart des manifestations organisées par le R.I.N. durant cette période, ma dernière ayant été celle mise sur pied lors du congrès à la chefferie de l'U.N. en juin 1969. Après il y a dans ma vie une éclipse militante de 1969 à l'été 1974, où je recommence à travailler dans le cadre du Comité de solidarité de Rimouski. Mais cela appartient à une autre histoire et je reviens à mon propos.

En 1963-1964, je suis également tenté, comme d'autres, par le terrorisme. Je ne cède pas à la tentation pour deux ordres de considérations. D'abord, et pour être franc, par manque de courage, je crois. Et puis parce que je réalise très vite que les animateurs du F.L.Q. sont des amateurs et que leur stratégie n'est en rien adaptée à la situation. Cependant les actions du F.L.Q. me passionnent dans la mesure où elles font entrer dans une histoire sans reliefs une violence qui m'apparaît, dans une certaine mesure, libératrice. Sur quelqu'un qui a appris l'Histoire dans les romans de Malraux, qui s'est fait un mythe des Brigades internationales d'Espagne — en quoi nos références mythiques étaient largement les mêmes que celles de Debray-Goldman, la Résistance en moins — le F.L.Q. ne pouvait pas ne pas exercer une certaine fascination.

Mon activité militante s'exerçait aussi à l'intérieur de l'U.G.E.Q. qui dans les années 1965-1966 se radicalisait. En témoigna notamment la venue, patronnée par elle, d'une délégation du F.L.N. Comme tous les jeunes progressistes du monde, la révolution vietnamienne nous faisait vibrer : nous étions en admiration devant le courage de ce petit peuple qui luttait victorieusement contre l'impérialisme américain, alors que nous, nous ne réussissions tout au plus qu'à l'égratigner. Les étudiants turbulents de la S.D.S. eux-mêmes ne faisaient pas vraiment mal au Monstre : qu'en était-il alors de nos petites manifestations de protestation ? Là-dessus les Vietnamiens étaient plus optimistes, ou plus réalistes que nous, si l'on veut. Les actions, que nous considérions comme insignifiantes, ils les jugeaient, eux, importantes, dans la mesure où elles pouvaient influencer l'opinion publique américaine. Du moins avaient-ils la gentillesse de nous le laisser croire. Certains d'entre nous songèrent à l'époque à gagner le Vietnam

— pour ma part, je n'en ai jamais vraiment eu la volonté, je le reconnais à ma grande honte — mais bien peu — s'il en fut — le firent (sinon comme mercenaires, du côté des Américains !). A ce point de vue, Debray et Goldman sont allés beaucoup plus loin que nous. Sans « réussir » mieux, pour autant, mais du moins passèrent-ils à l'action, tandis que nous nous contentions d'y rêver mollement.

Ce furent tout de même de belles années. La deuxième moitié des années 60 devait l'être moins. A l'intérieur de l'U.G.E.Q. la lutte de tendances s'accrut et se durcit : la centrale étudiante devint le champ clos où s'affrontaient de plus en plus vicieusement des fractions ennemies pour le contrôle d'un appareil reposant sur une base de plus en plus hypothétique. On rééditait, en somme, à notre échelle, ce qui s'était passé à l'U.N.E.F. avec pour résultat que le mouvement étudiant, fin 68-début 69, à toutes fins pratiques, n'existait plus. On tenta bien de remplacer l'U.G.E.Q. par les mouvements de masse axés sur une ligne politique plus précise mais ces tentatives avortèrent. Le mouvement étudiant allait prendre cinq ans à s'en remettre.

Au R.I.N. on assista en gros au même scénario : création d'une fraction de gauche à l'intérieur du parti, animé principalement par Luc Racine et André Ferretti ; affrontement de cette fraction avec la tendance majoritaire, centriste, de Bourgault. Résultat : scission et création du F.L.P. Le R.I.N., amputé de ses éléments les plus militants, ne devait pas se remettre de cette épreuve : il se sabordait bientôt au profit du P.Q. et de Lévesque qui, en retour et récompense, en fit baver un joli coup à ses représentants les plus connus (Bourgault, là-dessus, et Aquin pourraient en raconter long). Le F.L.P., lui, après une phase d'expansion rapide et de très haut niveau de militantisme, se saborda, je crois, durant les élections d'avril 1970, au moment où il semblait le plus fort. J'avoue que je n'ai jamais trop bien compris pourquoi. Mais à l'époque je ne militais plus guère. Comme la plupart de mes camarades du début des années 60. Nous avions des relations au F.L.P., pas vraiment d'amis. Il faudra bien un jour que cette période soit éclaircie (comme d'ailleurs l'aventure du M.L.P.) ; il y a là des recherches empiriques à faire qui

nous apprendraient sûrement plus que les meilleures analyses de contenus de revues.

En 1969, pour ma part, je décroche vraiment ; je vais faire une thèse de doctorat en France et je cesse toute activité militante, à toutes fins pratiques. Quand je reviens, en 1972, je n'ai rien à quoi me rattacher : je m'inscris au P.Q., je deviendrai même un temps vice-président de mon exécutif de comté, mais je ne participe guère, et surtout sans passion, le parti me décevant : la fureur sacrée, si je puis dire, qui m'animait du temps du R.I.N., m'a abandonnée. Je pensais trouver en revenant un parti socialiste (ou à tout le moins son ébauche, puisqu'on en parle depuis des années) dans lequel j'aurais trouvé plaisir à militer ; je ne rencontre que des groupuscules qui s'entredéchirent à belles dents sur les points et virgules des textes sacrés. Ce genre de débat ne m'attirant guère, que me reste-t-il ? A faire des propositions peut-être, car j'ai des idées sur ce qu'il faudrait faire dans la conjoncture actuelle. Mais ce n'est pas ici le lieu — ni le cadre, celui du témoignage — pour en parler. J'y reviendrai ailleurs.

Au total, quand je dresse ce bilan — trop rapide, il faudrait écrire longuement la chronique de ces années pour en exprimer vraiment la vérité : Major l'a commencée dans ses *Mémoires d'un jeune canuk* et dans certains articles, mais de façon encore trop fragmentaire ; quelqu'un un jour devra le faire, soit par le discours historique, soit par celui de la fiction : ce sera peut-être moi, on verra — de nos années militantes, j'en arrive, à une échelle plus modeste, au même désabusement que Debray : nous aussi, nous avons manqué notre rendez-vous avec l'histoire, et par conséquent, dans la mesure où ça lui était lié, nos vies. Mais je ne voudrais pas terminer par des pleurnichements, cette caractéristique si typique de la petite bourgeoisie intellectuelle, si complaisante pour elle-même qu'elle ira jusqu'à se flageller si elle ne peut se distinguer autrement. Je pense plutôt, pour reprendre le titre de la chronique de Piotte, qu'il faut continuer de travailler, de militer, « sans espoir, mais avec conviction », en espérant qu'un jour les conditions soient réunies pour que notre véritable accouchement historique ait lieu. Cela ne se fera peut-

être pas de la manière dont nous l'avions rêvé ; ce sera peut-être plus calme, mais l'essentiel c'est que les choses bougent et que nous y soyons pour quelque chose. Il nous faudra peut-être apprendre que l'héroïsme aujourd'hui réside dans la patience et la modestie. Reste à préserver l'essentiel : la foi en la nécessité, pour reprendre la formule usée mais toujours vraie, de poursuivre le combat.

JACQUES PELLETIER